

entendu, les motifs qui me font poser cette question qui revêt une si grande importance pour les Canadiens, surtout pour ceux qui vivent sur la côte ouest.

L'hon. M. Sharp: Nous savions que les États-Unis songeaient à faire ces essais. Les renseignements à l'étude ont été reçus avant que le président prononce son récent discours. L'importance de la question est encore plus grande maintenant qu'il a fait cette annonce.

* * *

LA POLLUTION

LES RISQUES INHÉRENTS À LA LIGNE DE PÉTROLIERS VALDEZ (ALASKA)—CHERRY POINT (WASHINGTON)

M. Barry Mather (Surrey): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Pêches et des Forêts. Comme l'opinion publique en Colombie-Britannique s'élève de plus en plus contre le passage par Puget Sound de pétroliers qui vont transporter des quantités énormes de pétrole, le ministre peut-il dire si le gouvernement a accepté cette menace de pollution? Sinon, quelle attitude a-t-il prise?

L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches et Forêts): Cette question met en cause les eaux internationales—la haute mer—et les eaux situées au large de la côte-ouest, qui relèvent de la compétence des États-Unis. La question intéresse donc le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, puisqu'elle concerne le transport du pétrole. Le député peut être assuré, toutefois, que le gouvernement se préoccupe sérieusement du transport par les pétroliers géants de grosses cargaisons de pétrole le long de la côte ouest, surtout dans la région de Pudget Sound, très dangereuse pour le transport.

* * *

L'AGRICULTURE

LA FERMETURE DES ABATTOIRS DE LA CANADA PACKERS À HULL—LES PROJETS DU GOUVERNEMENT

M. Murray McBride (Renfrew-Lanark-Carleton): Ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Étant donné l'inquiétude généralisée suscitée chez les agriculteurs de l'Est de l'Ontario par la perte de débouchés résultant de la fermeture, annoncée par la Canada Packers, de ses abattoirs de Hull, que compte faire le gouvernement pour empêcher la perte de ce marché traditionnel pour les produits d'élevage?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Je connais très bien l'inquiétude des éleveurs de la région en cause, qui ont toujours livré leurs bêtes à cet abattoir. Cependant, ce n'est pas à mon ministère qu'il incombe d'annoncer la construction d'autres abattoirs dans la région. Je voudrais informer le député que ce ne sont pas les règlements concernant l'inspection de la viande qui ont entraîné la fermeture de cette usine, mais plus directement la question du traitement des effluents.

[M. Forrestall.]

LES FINANCES

LE CONSEIL ÉCONOMIQUE ET LA POLITIQUE FISCALE ET MONÉTAIRE

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Après avoir entendu la longue homélie du premier ministre sur les effets à long terme de la politique suivie par le gouvernement à propos du chômage, je me demande si le ministre des Finances serait disposé, à présent, à se rallier à l'avis du président du Conseil économique et à admettre qu'il a eu tort de critiquer le cinquième rapport du Conseil économique du Canada qui mettait le gouvernement en garde contre les effets à long terme de sa politique monétaire et fiscale...

M. l'Orateur: A l'ordre. La question du député est fort intéressante, mais elle est propre à susciter une controverse ou un débat.

LE CONTRÔLE DES PRIX ET DES REVENUS—DEMANDE DE DÉCLARATION

M. S. Perry Ryan (Spadina): Ma question s'adresse au premier ministre. S'il faut en croire les déclarations faites par le ministre du Travail, le gouvernement songe-t-il sérieusement à imposer un contrôle des prix et des revenus en ce moment?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Pendant toute la période où nous cherchions à mater l'inflation, j'ai dit à la Chambre que le gouvernement étudiait tous les moyens de la juguler. Il s'agit là d'un des moyens que nous étudions alors et encore maintenant.

M. Ryan: J'en déduis donc que l'on considère effectivement cette éventualité. Étant donné les déclarations semblables du président de la Commission des prix et des revenus et l'incertitude économique générale, le premier ministre fera-t-il à l'appel des motions une déclaration qui énoncera la politique gouvernementale en matière de revenus pour 1971?

Le très hon. M. Trudeau: Je ne puis certainement pas m'engager à faire une telle déclaration, que l'on fait généralement à propos du budget. C'est ce que nous ferons la prochaine fois où le budget sera présenté.

* * *

L'INDUSTRIE

L'EXPLOITATION DE LA MINE McBEAN

M. Robert Muir (Cape Breton-The Sydneys): Ma question s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale. Étant donné l'entrée en scène possible de la Société de développement du Cap-Breton qui est l'une des pupilles du ministre, celui-ci peut-il nous dire quelles mesures le gouvernement a prises afin de prolonger la vie de la mine McBean, compte tenu du fait que 200 hommes perdront leur emploi si cette mine ferme ses portes en mars comme il est prévu?

[Français]

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, je vais m'informer si certaines mesures pourraient être prises, ou si l'on a récemment décidé d'en prendre, et j'en ferai rapport à la Chambre.